

## **INTERVENTION DE MAURICE JOYEUX: DISCUSSION SUR LE RAPPORT MORAL...**

**Joyeux** (*Organismes Sociaux Paris*): Mes chers Camarades. Le Syndicat m'a mandaté devant vous, m'a recommandé de vous annoncer que nous voterions le rapport Confédéral.

J'ajouterai que, pour ma part, je le voterai du bout des lèvres. Pourquoi voterai-je ce rapport du bout des lèvres? Eh bien, non à cause de son contenu, non pas par les déclarations faites par notre Camarade Bergeron ce matin, mais si je voterai ce rapport du bout des lèvres c'est par ce qui ne s'y trouve pas.

Lorsqu'on écoute et lorsqu'on lit ces rapports, on a l'impression d'une excellente démonstration d'une situation donnée, dans laquelle notre syndicalisme se débat. Mais on n'a pas l'impression d'y trouver un certain nombre de solutions qui nous permettraient de dépasser l'événement et d'appeler l'ensemble des travailleurs à une action efficace.

Il y a là, il me semble, une immense confusion, confusion qui est entretenue par le rapport particulier qui a pour titre «*le syndicalisme dans la société moderne*».

Pourquoi «*le syndicalisme dans la société moderne*»? Jusqu'à preuve du contraire, la société moderne aliène économiquement les travailleurs, et la place des travailleurs n'est pas dans une société qui les aliène.

Je pense que le rapport qui nous a été présenté et qui aurait, s'il avait été présenté comme cela, correspondu à nos aspirations, aurait dû être «*le syndicalisme contre la société moderne*».

Car enfin, si nous relions ces deux rapports, si nous les lisons ensemble, si nous les examinons en même temps, si nous pensons qu'ils sont les compléments l'un de l'autre, qu'est-ce que nous y voyons en gros titre? Nous y voyons en gros titre l'incompatibilité des structures actuelles de la société économique pour contenir nos aspirations syndicales.

Que dit ce rapport, excellent dans la partie que je vous ai dit approuver? Il nous dit ceci, dont je vous demande de vous rappeler:

*«Le Congrès se déclare hostile aux structures économiques et sociales actuelles, et sait qu'il ne peut rien attendre d'un État qui n'en est que la superstructure».*

Mais, camarades, nous n'avons jamais dit autre chose, nous autres les syndicalistes révolutionnaires. Nous n'avons jamais prétendu autre chose que remplacer ces structures, et nous séparer de cet Etat qui en est la superstructure.

Mais encore faut-il aller jusqu'au bout de notre propos. Si je lis plus loin et si avec espoir je me penche sur les solutions préconisées, on y lit: «*Il faut un peu plus de démocratie, il faut un peu plus de liberté*». Ce sont là des mots mais lorsque dans ce même préambule, on se réclame de la *Charte d'Amiens*, alors on a les éléments de réponse qui manquent.

Vous nous dites, camarades, que ces structures il faut les changer. Eh bien, il y a des solutions dans notre mouvement syndical, c'est la gestion des entreprises, c'est la suppression du salariat, c'est la lutte des classes pour y arriver.

Ah, je sais bien, on va nous dire: mais ce n'est pas possible aujourd'hui mais les gens ne sont pas conditionnés pour cela, et parce que les gens ne sont pas conditionnés pour cela on ne peut pas leur en parler.

Et par quel miracle espère-t-on, nous les militants syndicalistes, arriver au changement des structures si on n'a pas le courage de joindre à nos revendications immédiates, les revendications les plus solides et les plus vraies, qui vont, à travers la lutte des classes, à l'abolition

du capitalisme, à l'abolition du salariat. Faut-il encore être logique, et tirer bien sûr les conséquences pratiques de ce que l'on constate.

Camarades, c'est à travers cette expression incomplète de nos rapports que l'on trouve la confusion. Il semble que, d'une part, on veut rassurer l'ensemble des syndiqués, ne pas apparaître pour je ne sais quel révolutionnaire, ne pas apparaître pour je ne sais quel partisan du désordre. Mais en prenant cette position-là on donne à nos syndiqués un caractère qui leur retire la combativité nécessaire pour les luttes d'aujourd'hui.

Et, voyez-vous, lorsque partant de l'ensemble on en vient au détail, on s'aperçoit alors comment les problèmes n'arrivent pas à être posés d'une manière correcte. On a ici parlé longuement de l'unité d'action et de l'unité. Eh bien, j'étais d'accord avec notre camarade Bergeron lorsque ce matin il nous rappelait ce qu'avait été et ce qu'était encore le parti communiste et ce qu'avait été et ce qu'était encore la C.G.T.

Mes camarades, cela, c'est une face du problème mais ce n'est pas tout le problème. Si la C.G.T., si le Parti Communiste sont restés cela, il y a autre chose, ce sont les masses ouvrières, ce sont ces générations qui n'ont pas connu cela comme nous, qui se présentent devant nous et qui nous posent l'interrogation suivante: *Allez-vous un jour vous unir pour renverser tout ce qui nous opprime, tout ce qui nous oppresse?*

Alors, lorsqu'on pousse le problème plus loin, que la revendication immédiate on est bien amené à dire que dans un temps donné le problème de l'unité est et il faudra lui donner des réponses.

La réponse au problème de l'unité, nous la connaissons tous, c'est celle, bien sûr, de notre *Charte d'Amiens* du syndicalisme indépendant, du syndicalisme de lutte des classes, mais la réponse de l'unité d'action est moins simple. Nous savons bien, Bergeron, tous les dangers que représente cette espèce d'association contre nature entre les bons *Pères Jésuites noirs* et les mauvais garçons *Jésuites rouges*. Nous connaissons naturellement cela. Mais nous savons qu'il se pose des problèmes qu'on ne peut pas résoudre aussi facilement.

Je suis, moi, pour ces cartels d'unité permanents, mais je suis aussi contre tous ces refus systématiques dans des situations données. Notre Confédération doit obligatoirement poser le problème dans le cadre où s'inscrivent les luttes de nos syndicats, dans des moments donnés, elle doit examiner les problèmes, elle doit examiner les propositions et ce n'est pas automatiquement qu'elle doit refuser l'unité d'action.

Elle doit l'examiner de façon particulière sur chaque problème et je suis sûr que dans ce domaine-là, un mouvement comme a été le mouvement du 11 décembre, peut prendre une ampleur plus grande encore, la C.G.T.F O. est le centre géographique du mouvement social. C'est à travers nous qu'un mouvement d'unité, avec son caractère de classe et son caractère de liberté, peut triompher.

Camarades, cela repose donc bien sûr un autre problème qui est le dernier et je conclurai là-dessus, c'est le problème de notre position particulière, à nous Force Ouvrière. Il faut être forts dans les moments où l'unité apparaît obligatoire. Eh bien l'unité dépend d'abord de vous, mes camarades, car il est bien certain que ce qui a été une des raisons primordiales de ce refus de l'unité d'action générale c'est le sentiment que j'ai, que peut-être tous les jeunes militants qui venaient à nous n'étaient pas encore forgés pour ces luttes qui avaient lieu avec des gens dont les moralités étaient douteuses.

Eh bien, cette réponse, c'est à vous de la faire, si vous reprenez votre syndicalisme en main, si vous lui donnez dans l'usine un caractère de lutte de classe, si vous en faites un élément révolutionnaire d'avenir en face de ceux qui se réclament de Dieu, de ceux qui se réclament de la Russie soviétique, vous pourrez vous présenter avec autre chose que l'augmentation des salaires, et vous créerez l'espoir d'une transformation sociale, d'une révolution sociale qui est le but définitif du syndicalisme. (*Bravos, applaudissements.*)

**Maurice JOYEUX.**